



# DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

## Pacte Territorial d'Insertion 2024-2026

### Appel à projets départemental *Coaching redynamisation des parcours de vie*

#### Annexe 1 **CAHIER DES CHARGES ET NOTICE CONTEXTUELLE**

Politique en matière de lutte contre la pauvreté, d'insertion sociale et professionnelle et de développement social

*Date de lancement de l'appel à projets*  
**1<sup>er</sup> septembre 2023**

*Date limite de dépôt des candidatures*  
**13 octobre 2023**

## *Préambule*

Issu de la loi n° 208-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008, généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA), **le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) est un accord départemental** qui traduit une volonté commune de donner davantage de lisibilité dans la mise en œuvre des politiques d'insertion et de faire évoluer les modes de coopération inter-institutionnelles et partenariales sur un territoire. Il s'agit ainsi de **favoriser l'insertion des publics en situation de précarité, au delà-même des bénéficiaires du RSA, notamment les jeunes, les personnes handicapées.**

**Son objectif est de participer à accroître le nombre d'accompagnements de personnes très éloignées de l'emploi dans le cadre de parcours intégrés d'accès à l'emploi, de renforcer la qualité et l'efficacité de ces parcours d'accompagnement, et d'améliorer la couverture territoriale de l'offre d'insertion.**

## *Éléments de contexte*

A travers ses programmes départementaux d'insertion, le Conseil Départemental a pour ambition de favoriser l'accès à l'emploi pour le plus grand nombre et a fait de l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté l'une de ses priorités.

L'accroissement constaté des difficultés d'ordre social entraîne le développement de certaines problématiques, telles que le retrait social, l'isolement et le repli sur soi, ou encore un sentiment de mal être et une démobilitation, lesquels constituent des freins importants à la mise en œuvre de parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Face à ce constat, le Département souhaite proposer un accompagnement intensif afin de restaurer la capacité de la personne à être acteur de son parcours, pour favoriser l'émergence d'une dynamique sociale. Il s'agit aussi de développer la complémentarité des leviers nécessaires à améliorer l'insertion sociale des personnes, confrontées à des difficultés engendrant des freins à l'emploi.

### **1 – Structures visées par l'opération**

Sont visés par l'opération les acteurs de l'offre territoriale d'insertion spécialisés dans l'accompagnement des publics fragiles et répondant à un ou plusieurs objectifs fixés dans le présent appel à projets. Un coach de vie certifié sera en charge de l'accompagnement et pourra s'entourer de professionnels spécifiques (sophrologue, socio-esthéticienne, conseillère en image, coach sportif...)

### **2 – Public visé**

**L'action concerne prioritairement les BRSA (60 % minimum)** en grande difficulté sociale ; Sont aussi concernés tous publics en risque d'exclusion sociale et dont les problèmes d'insertion sont liés à un cumul de difficultés personnelles, sociales et/ou professionnelles :

- perte de liens sociaux, isolement ;
- perte de confiance en soi, manque d'estime de soi ;

### **3 – Objectifs**

**Finalité :** Permettre au public le plus éloigné de l'emploi et le plus désocialisé de rejoindre les services de droit commun en leur proposant un espace de transition visant à créer du lien social, à rompre l'isolement et à reprendre confiance. Il s'agira également de favoriser les capacités d'intégration socio-professionnelle des personnes inscrites dans un parcours d'insertion au travers de la construction d'une image de soi positive.

- Travailler l'image de soi pour exprimer et coordonner son identité intérieure et son identité sociale ;
- Travailler la reprise de confiance en soi et l'impact sur l'employabilité pour développer la confiance en soi, valoriser ses qualités personnelles et ses différences ;
- Travailler l'estime de soi pour améliorer la connaissance de soi, identifier ses ressources et ses freins ;
- Travailler la communication pour faciliter la communication orale, parler de soi, entrer en relation avec l'autre... ;
- Favoriser l'expression corporelle et la prise de parole ;
- Remobiliser en favorisant la découverte des bienfaits d'une activité physique ou sportive régulière, d'une hygiène alimentaire et leurs effets positifs sur l'hygiène de vie et la santé ;
- Reconstruire le lien social et les aptitudes relationnelles en favorisant la connaissance et la maîtrise de l'environnement (local, institutionnel..), en incluant des actions de citoyenneté, des visites thématiques pour tendre vers des démarches concrètes intégrées dans une perspective d'emploi.

### **4 – Modalité et déroulement de l'opération**

#### **A. Conditions de mise en œuvre**

✚ Orientation obligatoire du Conseil Départemental, de Pôle Emploi ou des partenaires conventionnés, à l'aide des fiches d'orientation en vigueur. Si prise en charge de la personne, l'opérateur doit renvoyer, au service Insertion, la fiche de prescription assortie de la date du 1<sup>er</sup> RDV dans les délais impartis.

#### **B. Transmission des informations**

✚ Chaque opérateur devra remettre une synthèse de l'intervention qu'il aura réalisée auprès de la personne suivie : il s'agit d'un bilan qualitatif précis avec préconisations sur la suite du parcours. Ces informations seront à transmettre, à la fois directement au référent de la personne bénéficiaire, et au service Insertion, dans le cadre des bilans à transmettre au terme de chaque **période de 3 mois**, ainsi que lors du bilan final de l'opération conventionnée.

Le bilan final doit être assorti d'une feuille de route individualisée, élaborée avec les stagiaires, afin d'identifier les actions à mener à court, moyen et long terme.

✚ L'opérateur devra préciser les temps de présence des personnes accompagnées, via une feuille d'émargement.

✚ Des échanges avec les référents et le service Insertion devront permettre de travailler vers d'autres perspectives d'accompagnement, d'étapes de parcours et/ou l'emploi.

### C. Modalité de mise en œuvre de l'accompagnement

Au regard des objectifs fixés, l'accompagnement se déroulera sur des temps individuels et collectifs (ateliers thématiques).

#### ↳ **Durée et fréquence des rencontres :**

Cet accompagnement intensif nécessite une régularité des rencontres (à minima 5 demi-journées par semaine). La durée totale de chaque accompagnement individuel ne saurait excéder trois mois, renouvelables une fois sur validation du service Insertion du Conseil Départemental (au vu du bilan final produit à l'issue des trois mois) et après avis du prescripteur initial.

#### ↳ **Déroulement de l'action :**

L'action peut comporter tous types d'activités sportives, culturelles, développement personnel ... participant à l'insertion sociale.

#### ↳ **Localisation de l'opération :**

Un maillage territorial plus affiné et une implantation indispensable des opérations sur le périmètre des 5 Maisons Départementales des Solidarités sont souhaités :

Maisons des Solidarités de	Maisons des Solidarités de	Maisons des Solidarités de	Maisons des Solidarités de	Maison des solidarités de
CAUSSADE - NEGREPELISSE	MONTECH – VERDUN SUR GARONNE	CASTELSARRASIN - MOISSAC	BEAUMONT - VALENCE D'AGEN	MONTAUBAN

Les actions se dérouleront sur l'ensemble du territoire du Tarn-et-Garonne. Plusieurs lieux d'intervention pourront être identifiés par le porteur de projet pour assurer un maillage territorial cohérent et compte tenu des problématiques rencontrées par les publics (manque de mobilité, précarité...)

### **5 – Indicateurs de suivi et évaluation continue (opérationnalité)**

- Nature, nombre et durée des rencontres (individuelles/collectives),
- Taux de démarrage de l'opération : nombre de suivis démarrés/nombre de prescriptions,
- Taux d'abandon,
- Situation à l'entrée et à la sortie,
- Durée moyenne d'accompagnement,
- Nombre de réorientations vers d'autres actions/de sortie vers l'emploi,

Chaque opérateur pourra être amené à travailler avec le Conseil Départemental et les autres opérateurs conventionnés sur la formalisation des outils et méthodes permettant de repérer l'employabilité des bénéficiaires, ainsi que sur l'évaluation des opérations mises en œuvre pour en mesurer l'efficacité et l'efficience.

Aussi, chaque porteur de projet s'engage à participer aux différents temps de rencontre sur le Territoires des Maisons Départementales des Solidarités (MDS) et à travailler en collaboration avec le service Insertion du Conseil Départemental.

## **6 – Coût de l'action (transparence financière)**

L'opérateur doit définir le coût de l'action proposée sur le territoire de son choix en précisant :

- 1 – le coût d'intervention horaire ou journalier affecté,
- 2 – le temps prévu en jours ou heures d'intervenants internes ou externes à son organisme,
- 3 – le coût par stagiaire.

Les dépenses prises en considération dans le calcul de la participation financière correspondent aux coûts directs (dépenses de personnel et charges de structure) liés exclusivement à la réalisation de cette action.

**Toutefois, le budget prévisionnel devra être équilibré et réaliste et une recherche de pluri-financements ou autofinancement paraît nécessaire à partir de 7 000€. Le budget prévisionnel doit refléter fidèlement l'analyse des besoins et des ressources nécessaires à la réalisation de l'action.**

## **7 – Suivi de l'action et procédure de paiement (traçabilité)**

Chaque opérateur devra respecter la procédure suivante :

- renvoyer les conventions dans le délai imparti uniquement par courrier (signatures originales)
- utiliser les formulaires, documents et outils transmis par le Conseil Départemental pour effectuer, 2 fois par an (minimum), les rapports et demandes de remboursements relatifs aux actions menées et dépenses correspondantes,
- remettre ces éléments aux dates convenues dans la convention, accompagnés des pièces nécessaires (liste annexée à la convention),
- accepter de se soumettre à toute vérification préalable des éléments et pièces transmis et à tout contrôle sur place, mené par les services du Conseil Départemental ou services agréés, dans le cadre des règlements en vigueur.

## **8 – Respect des obligations (conformité)**

En cas de non respect de ces obligations et de celles décrites dans la convention, le service Insertion sera à même de demander la suspension de tout paiement ou la résiliation de la convention.

**ATTENTION**

**Le dossier est à remettre OBLIGATOIREMENT**

\* En format papier, à remplir et à envoyer :

HOTEL DU DEPARTEMENT  
Pôle des Solidarités humaines  
Direction de la Cohésion sociale – service insertion  
**APPEL A PROJETS PTI – Coaching redynamisation des parcours de vie**  
  
100 boulevard Hubert Gouze  
BP 783  
82013 MONTAUBAN cédex

\* Par mail à [pti@tarnetgaronne.fr](mailto:pti@tarnetgaronne.fr)

**Pour tout renseignement, vous pouvez nous adresser vos questions à l'adresse mail [pti@tarnetgaronne.fr](mailto:pti@tarnetgaronne.fr) avant le 15 septembre 2023.**

**Les réponses seront apportées sur le site du Conseil Départemental du Tarn et Garonne.**

**Les dossiers seront acceptés, sous la forme requise, jusqu'à la date du 13 octobre 2023, minuit.**

**Les dossiers reçus hors délais seront déclarés irrecevables.**

**Les critères de sélection :**

**Un scoring sera établi : une note minimale de 10/20 sera requise pour que les projets soient étudiés.**

↳ **Les opérations seront examinées en fonction des critères suivants : (10 points)**

- 1er critère : Répondre aux critères et objectifs identifiés par le Département et précisés ci-dessus (4 points).

- 2ème critère : Prévoir les modes d'intervention pour maintenir la continuité de l'accompagnement des publics en cas de situation sanitaire exceptionnelle (1 point).

- 3ème critère : Capacité de la structure à suivre et respecter les exigences qualitatives et de gestion, notamment en terme de suivi des publics et d'évaluation des parcours (2,5 points).

- 4ème critère : la capacité matérielle et financière de la structure. L'adéquation des moyens et des personnels avec les actions proposées, l'expérience de la structure et des intervenants (compétences et qualifications), montant de la demande de fonds de concours (2,5 points).

### 👉 **Points de bonification pour le classement des projets (10 points)**

- Montant de la subvention sollicitée : bonification si le coût par stagiaire est inférieur à 1 000 euros (2 points) ;
- Tout projet au dessus de 7 000 euros devra présenter un cofinancement (2 points)
- Engagement de l'accompagnement de 60 % de Brsa (1 point)
- Caractère innovant du projet (1 point)
- Impact du projet sur l'objectif poursuivi, le public accompagné et le territoire (1 point) ;
- Maillage territorial et ciblage plus spécifique du public ou de zones géographiques, en réponse à un besoin particulier. Prise en compte des caractéristiques du territoire (rural, isolé, zone urbaine sensible,...) (1,5 points)
- Effet levier pour l'emploi (1 point) ;
- Prise en compte de la question environnementale et de ses conséquences dans le projet(0,5 point) ;

Le service insertion se réserve la possibilité de demander des précisions et/ou toutes pièces complémentaires utiles, par écrit ou par téléphone.

L'absence d'élément de réponse détaillé au dossier de présentation du projet peut constituer un motif de rejet de la demande de fonds de concours.

**S'il est retenu, le porteur de projets fera l'objet d'un conventionnement pour la période 2024, sous réserve des bilans qualitatifs et quantitatifs des actions menées. Il pourra, éventuellement, faire l'objet d'un avenant à la convention initiale pour 2025-2026.**

### **Le calendrier de la procédure :**

- Appel à projets en ligne : **du 1<sup>er</sup> septembre au 13 octobre 2023**
- Instruction des dossiers : **du 16 octobre au 20 octobre 2023**
- comité de sélection : **entre le 23 octobre et le 27 octobre 2023**
- Diffusion des résultats : **à compter du 30 octobre 2023**